



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.884/4
du 11 décembre 2023

advies 74.884/4
van 11 december 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
24 novembre 2009 fixant les
modalités générales de la
participation aux loteries
publiques et concours
organisés par la
Loterie Nationale au moyen
des outils de la société de
l'information'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
24 november 2009 tot bepaling
van de algemene
deelnemingsvoorschriften aan
de openbare loterijen en
wedstrijden, georganiseerd
door de Nationale Loterij met
behulp van de instrumenten
van de
informatiemaatschappij'

Le 14 novembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie nationale à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 24 novembre 2009 fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 décembre 2023. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Géraldine ROSOUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 décembre 2023.

*

Op 14 november 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale loterij verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 november 2009 tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen en wedstrijden, georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 december 2023. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Géraldine ROSOUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 december 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

1. L'article 2 du projet modifie l'article 4 de l'arrêté royal du 24 novembre 2009 'fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information', de manière à y prévoir, notamment :

– que la Loterie Nationale peut prévoir que le joueur communique son numéro de téléphone à des fins d'identification et de communication (article 4, alinéa 2, 1°, en projet) ;

– que la Loterie Nationale, d'une part, peut accepter le « passe joueur » comme moyen d'identification et, d'autre part, détermine les informations reprises dans ce « passe joueur » (article 4, alinéa 4, en projet).

L'article 2 permet ainsi à la Loterie Nationale de procéder à des traitements de données à caractère personnel.

Par ailleurs, les règles de procédure d'interdiction d'accès à des jeux à distance, à la demande d'un tiers intéressé ou désigné en justice, prévues au chapitre 2 du projet, nécessitent par nature le traitement de données à caractère personnel, soit celles relatives au tiers et au joueur concernés.

La déléguée du Ministre a répondu par la négative à la question de savoir si l'Autorité de protection des données avait été consultée à propos de ces dispositions en projet, en ajoutant les éléments suivants :

« L'article 4, alinéa 2, 1° en projet prévoit la collecte du numéro de téléphone du joueur dans un intérêt légitime afin de pouvoir identifier ce dernier.

L'article 4, alinéa 4, en projet prévoit que la Loterie Nationale détermine les informations qui peuvent être reprises dans le 'passe joueur'. Ces informations sont en réalité celles que la Loterie Nationale collecte déjà sur la base de l'article 4 de l'arrêté royal du 24 novembre 2009 dans sa version actuelle à des fins d'ouverture d'un compte joueur. Il n'y a pas de nouvelle information collectée dans ce 'passe joueur'. L'article 4, alinéa 4, en projet n'a donc pas pour objectif de collecter et de traiter de nouvelles données mais plutôt de créer le concept de 'passe joueur' et d'identifier ce qu'il contient ».

Si, à la lumière de cette réponse, la modification de l'article 4, alinéa 4, de l'arrêté royal du 24 novembre 2009 n'entraîne pas de nouveaux traitements de données à caractère personnel, des traitements nouveaux sont établis par l'effet des articles 4, alinéa 2, 1^o, et 13, §§ 2 à 4, en projet du même arrêté royal.

2. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données' dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Il y a donc lieu de soumettre les dispositions précitées du projet à l'avis de l'Autorité de protection des données.

Par conséquent, l'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité obligatoire, qui sera visée au préambule.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Invitée à indiquer en quoi l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 'relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale', visé à l'alinéa 1^{er}, constitue un fondement juridique du projet, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« L'article 11, § 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 précitée vise essentiellement les compétences qui sont dévolues au comité de direction de la Loterie Nationale. Cette disposition a été reprise dans le préambule du projet d'arrêté royal afin de soutenir les décisions qui devraient être prises par la Loterie Nationale sur la base des articles 4, alinéa 4 et 13 en projet ».

Toutefois, dès lors que l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 ne contient aucune habilitation au Roi, il sera omis de l'alinéa 1^{er}.

2. L'alinéa 3 sera omis, l'arrêté royal du 20 septembre 2023 n'étant ni modifié ni abrogé par le projet.

DISPOSITIF

Article 3

Invitée à clarifier la portée de l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, première phrase, en projet, la déléguée du Ministre a précisé :

« L'objectif de cette disposition est de prévoir un mode d'alimentation supplémentaire et accessoire du portefeuille virtuel du joueur aux modes déjà prévus par l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2 dans sa version actuelle. En effet, l'alimentation principale demeure l'alimentation en ligne par carte bancaire (à l'exclusion de la carte de crédit), par virement bancaire, par ticket prépayé ou par tout autre moyen de paiement agréé par la Loterie Nationale. L'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, en projet prévoit d'ajouter à ces modes d'alimentation la possibilité pour le joueur d'alimenter son portefeuille virtuel dans un point de vente autorisé à cet effet par le joueur lui-même (sur un dispositif prévu à cet effet) ou, à la demande du joueur, par le point de vente lui-même. Afin de couvrir les deux dernières situations, l'expression 'à l'initiative du joueur' a été préférée à l'expression 'à la demande du joueur' ».

Compte tenu de ces explications, le dispositif serait mieux rédigé comme suit :

« L'alimentation visée à l'alinéa 1^{er} se fait soit par carte bancaire, à l'exclusion des cartes de crédit, soit par virement bancaire, soit en utilisant le ticket prépayé visé au paragraphe 2, soit par tout autre moyen de paiement agréé par la Loterie Nationale. Elle peut également avoir lieu dans un point de vente autorisé par la Loterie Nationale à cet effet ».

Article 5

1. L'article 13, § 2, en projet de l'arrêté royal du 24 novembre 2009 organise la procédure d'interdiction d'accès aux jeux à distance à la demande d'un « tiers désigné en justice ».

Selon le rapport au Roi, cette disposition permet « à un tiers [...] désigné en justice (comme dans le cas d'une tutelle ou pour une personne souffrant d'une maladie mentale ou dans le cas d'une administration des biens d'une personne par un avocat etc.) d'en faire la demande ». La demande d'interdiction d'accès introduite par ce tiers désigné en justice ne semble donc pas liée à l'existence d'une décision judiciaire d'interdiction d'accès aux jeux à distance.

L'article 13, § 2, alinéa 3, en projet dispose toutefois :

« Si le joueur visé à l'alinéa 1^{er} peut démontrer par écrit que l'interdiction d'accès découlant de la décision de justice, visée au même alinéa, a été levée, la Loterie Nationale peut lever l'interdiction de l'accès aux jeux à distance ».

En se référant à « l'interdiction d'accès découlant de la décision de justice », cette disposition n'envisage que l'hypothèse où une interdiction judiciaire d'accès aux jeux à distance aurait été ordonnée et ensuite levée.

Si, comme semble l'envisager le rapport au Roi, une interdiction d'accès peut être sollicitée par un tiers désigné en justice sans qu'une décision judiciaire d'interdiction d'accès aux jeux à distance ait été préalablement prononcée, il convient de compléter le dispositif en vue d'y prévoir les modalités selon lesquelles une telle interdiction peut être levée par la Loterie Nationale.

2. Dans l'hypothèse où une interdiction d'accès aux jeux à distance a été levée par une décision de justice, la section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier le pouvoir d'appréciation conféré à la Loterie Nationale et qui se déduit de l'emploi du verbe « peut » par le dispositif en projet.

Interrogée à ce propos, la déléguée du Ministre a proposé de reformuler l'article 13, § 2, alinéa 3, en projet comme suit :

« La Loterie Nationale lève l'interdiction d'accès aux jeux à distance si le joueur visé à l'alinéa 1^{er} démontre par écrit que la mesure de protection le concernant a pris fin. La Loterie Nationale informe dans la mesure du possible le tiers désigné en justice visé à l'alinéa 1^{er} ».

Le dispositif sera revu en ce sens, mais en omettant les mots « dans la mesure du possible ». Il va en effet de soi que l'obligation d'information qui incombe à la Loterie Nationale n'existe que s'il est matériellement possible de l'exécuter. En outre, l'exécution de cette obligation ne devrait pas susciter de difficulté particulière dès lors que la Loterie Nationale dispose des coordonnées personnelles que ce tiers lui a transmises lors de l'introduction de sa demande.

3. L'article 13, § 3, en projet ne prévoit pas d'obligation pour la Loterie Nationale d'informer le tiers intéressé de sa décision de lever l'interdiction d'accès aux jeux à distance intervenue à la demande de ce tiers, alors qu'au regard des intérêts que la procédure prévue par l'article 13, § 3, en projet tend à protéger, une telle information paraît devoir être fournie.

Le dispositif sera revu afin de consacrer cette obligation d'information.

4. À l'article 13, § 3, alinéa 1^{er}, 4^o, en projet, l'indication que la décision de la Loterie Nationale est « motivée » se borne à énoncer une obligation qui résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'sur la motivation formelle des actes administratifs', ce qu'il n'appartient pas au Roi de faire. Le mot « motivée » sera omis.

5. Interrogée à propos de la délégation à la Loterie Nationale prévue à l'article 13, § 4, en projet, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« [...] l'énoncé de l'article 13, § 4, en projet sera adapté comme suit :

« § 4. La Loterie Nationale rend publiques les conditions et les modalités des procédures visées aux paragraphes 2 et 3 sur son site internet et par tout autre moyen qu'elle juge utile ».

Dès lors que la disposition ainsi adaptée ne contient plus de délégation d'un pouvoir réglementaire à la Loterie Nationale, mieux vaut, dans la proposition de texte de la déléguée du Ministre, remplacer le mot « visées » par les mots « telles que décrites ».

Article 7

De l'accord de la déléguée du Ministre, le régime de l'entrée en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* sera omis, dès lors qu'il ne répond pas à une nécessité avérée.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

1. Bij artikel 2 van het ontwerp wordt artikel 4 van het koninklijk besluit van 24 november 2009 ‘tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij’ gewijzigd zodat het onder meer bepaalt:

– dat de Nationale Loterij kan bepalen dat de speler zijn telefoonnummer meedeelt voor identificatie- en communicatiedoeleinden (ontworpen artikel 4, tweede lid, 1°);

– dat de Nationale Loterij enerzijds de “spelerspas” kan aanvaarden als identificatiemiddel en anderzijds bepaalt welke gegevens in die “spelerspas” worden opgenomen (ontworpen artikel 4, vierde lid).

Op die manier verschaft artikel 2 aan de Nationale Loterij de mogelijkheid persoonsgegevens te verwerken.

De in hoofdstuk 2 van het ontwerp bepaalde procedureregels inzake de ontzegging van toegang tot de spelen op afstand, op verzoek van een belanghebbende derde of een in rechte aangewezen derde, maken het voorts uit de aard der zaak nodig dat persoonsgegevens worden verwerkt, namelijk gegevens betreffende de derde en de speler in kwestie.

De gemachtigde van de minister heeft ontkennend geantwoord op de vraag of de Gegevensbeschermingsautoriteit over die ontworpen bepalingen was geraadpleegd en heeft daar de volgende toelichting bij gegeven:

“L’article 4, alinéa 2, 1° en projet prévoit la collecte du numéro de téléphone du joueur dans un intérêt légitime afin de pouvoir identifier ce dernier.

L’article 4, alinéa 4, en projet prévoit que la Loterie Nationale détermine les informations qui peuvent être reprises dans le ‘passe joueur’. Ces informations sont en réalité celles que la Loterie Nationale collecte déjà sur la base de l’article 4 de l’arrêté royal du 24 novembre 2009 dans sa version actuelle à des fins d’ouverture d’un compte joueur. Il n’y a pas de nouvelle information collectée dans ce ‘passe joueur’. L’article 4, alinéa 4, en projet n’a donc pas pour objectif de collecter et de traiter de nouvelles données mais plutôt de créer le concept de ‘passe joueur’ et d’identifier ce qu’il contient.”

Hoewel, afgaande op dat antwoord, de wijziging van artikel 4, vierde lid, van het koninklijk besluit van 24 november 2009 geen nieuwe verwerkingen van persoonsgegevens meebrengt, hebben de ontworpen artikelen 4, tweede lid, 1°, en 13, §§ 2 tot 4, van hetzelfde koninklijk besluit wel nieuwe verwerkingen tot gevolg.

2. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan en, in voorkomend geval, met artikel 2 van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

De voornoemde bepalingen van het ontwerp moeten dan ook om advies worden voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg op toezien dat dit verplichte vormvereiste naar behoren wordt vervuld en dat er in de aanhef naar wordt verwezen.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Op de vraag in welk opzicht het in het eerste lid vermelde artikel 11, § 1, van de wet van 19 april 2002 ‘tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij’ het ontwerp rechtsgrond verleent, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’article 11, § 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 précitée vise essentiellement les compétences qui sont dévolues au comité de direction de la Loterie Nationale. Cette disposition a été reprise dans le préambule du projet d’arrêté royal afin de soutenir les décisions qui devraient être prises par la Loterie Nationale sur la base des articles 4, alinéa 4 et 13 en projet.”

Aangezien artikel 11, § 1, van de wet van 19 april 2002 echter geen enkele machtiging aan de Koning bevat, hoort het niet in het eerste lid te worden vermeld.

2. Het derde lid moet worden weggelaten, aangezien het koninklijk besluit van 20 september 2023 bij het ontwerp noch wordt gewijzigd noch wordt opgeheven.

DISPOSITIEF

Artikel 3

Op een vraag om verduidelijking over de strekking van het ontworpen artikel 9, § 1, tweede lid, eerste zin, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’objectif de cette disposition est de prévoir un mode d’alimentation supplémentaire et accessoire du portefeuille virtuel du joueur aux modes déjà prévus par l’article 9, § 1^{er}, alinéa 2 dans sa version actuelle. En effet, l’alimentation principale demeure l’alimentation en ligne par carte bancaire (à l’exclusion de la carte de crédit), par virement bancaire, par ticket prépayé ou par tout autre moyen de paiement agréé par la Loterie Nationale. L’article 9, § 1^{er}, alinéa 2, en projet prévoit d’ajouter à ces modes d’alimentation la possibilité pour le joueur d’alimenter son portefeuille virtuel dans un point de vente autorisé à cet effet par le joueur lui-même (sur un dispositif prévu à cet effet) ou, à la demande du joueur, par le point de vente lui-même. Afin de couvrir les deux dernières situations, l’expression ‘à l’initiative du joueur’ a été préférée à l’expression ‘à la demande du joueur’.”

Gelet op die toelichting, zou het dispositief beter als volgt worden geredigeerd:

“De bevoorrading bedoeld in het eerste lid gebeurt hetzij per bankkaart, met uitsluiting van kredietkaarten, hetzij per overschrijving, hetzij door gebruik te maken van het vooraf betaalde ticket bedoeld in paragraaf 2, hetzij door gebruik te maken van elk ander door de Nationale Loterij erkend betaalmiddel. Ze kan ook gebeuren in een daartoe door de Nationale Loterij gemachtigd verkooppunt.”

Artikel 5

1. Het ontworpen artikel 13, § 2, van het koninklijk besluit van 24 november 2009 regelt de procedure tot ontzegging van toegang tot de spelen op afstand op verzoek van een “in rechte aangewezen derde”.

Volgens het verslag aan de Koning biedt die bepaling “aan een (...) in rechte aangewezen derde (bijvoorbeeld in het geval van voogdij of van een persoon met een geestesziekte of van bewindvoering door een advocaat, enz.) de mogelijkheid om uitsluiting aan te vragen”. Het verzoek om toegangszegging dat door die in rechte aangewezen derde wordt ingediend, lijkt dan ook geen verband te houden met het bestaan van een gerechtelijke beslissing waarbij de toegang tot de spelen op afstand wordt ontzegd.

Het ontworpen artikel 13, § 2, derde lid, luidt evenwel als volgt:

“Als de in het eerste lid bedoelde speler schriftelijk de opheffing kan aantonen van de toegangszegging voortvloeiend uit de in hetzelfde lid bedoelde gerechtelijke beslissing, kan de Nationale Loterij het verbod op toegang tot de spelen op afstand opheffen.”

Doordat die bepaling verwijst naar “de toegangsontzegging voortvloeiend uit de (...) gerechtelijke beslissing” heeft ze enkel betrekking op het geval waarin een gerechtelijk verbod op toegang tot de spelen op afstand, zou zijn opgelegd en vervolgens opgeheven.

Indien, zoals het verslag aan de Koning lijkt te bedoelen, een in rechte aangewezen derde kan verzoeken om een toegangsontzegging zonder dat vooraf een gerechtelijke beslissing is genomen die de toegang ontzegt tot de spelen op afstand, dient het dispositief te worden aangevuld met de nadere regels op grond waarvan de Nationale Loterij een dergelijk verbod kan opheffen.

2. Ingeval een verbod op toegang tot de spelen op afstand bij een gerechtelijke beslissing is opgeheven, begrijpt de afdeling Wetgeving niet waardoor de beoordelingsbevoegdheid die aan de Nationale Loterij wordt toegekend, en die blijkt uit het werkwoord “kan” dat in het ontworpen dispositief wordt gebruikt, te rechtvaardigen valt.

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister voorgesteld om het ontworpen artikel 13, § 2, derde lid, als volgt te herformuleren:

“De Nationale Loterij heft het verbod op toegang tot de spelen op afstand op als de in het eerste lid bedoelde speler schriftelijk aantoont dat de hem betreffende beschermingsmaatregel beëindigd is. De Nationale Loterij informeert de in het eerste lid bedoelde in rechte aangewezen derde voor zover dat mogelijk is.”

Het dispositief moet in die zin worden herzien, maar met weglating van de woorden “voor zover dat mogelijk is”. Het spreekt immers vanzelf dat de informatieplicht van de Nationale Loterij slechts bestaat indien ze materieel uitvoerbaar is. Bovendien zou het nakomen van die plicht geen bijzondere moeilijkheden mogen opleveren, aangezien de Nationale Loterij over de persoonlijke gegevens beschikt die die derde haar bij het indienen van zijn verzoek heeft bezorgd.

3. In het ontworpen artikel 13, § 3, wordt niet bepaald dat de Nationale Loterij verplicht is de belanghebbende derde op de hoogte te brengen van haar beslissing tot opheffing van het verbod op toegang tot de spelen op afstand, die ze op verzoek van die derde genomen heeft. Ten aanzien van de belangen die de procedure, voorzien in het ontworpen artikel 13, § 3, beoogt te beschermen, lijkt het echter nodig die informatie te verstrekken.

Het dispositief moet worden herzien zodat het die informatieplicht vastlegt.

4. In het ontworpen artikel 13, § 3, eerste lid, 4°, wordt met de vermelding dat de beslissing van de Nationale Loterij “gemotiveerd” is, enkel een verplichting uitgedrukt die reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’. Het staat niet aan de Koning die verplichting mee te delen. Het woord “gemotiveerde” moet worden weggelaten.

5. Op een vraag over de delegatie aan de Nationale Loterij waarin het ontworpen artikel 13, § 4, voorziet, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“(…) l’énoncé de l’article 13, § 4, en projet sera adapté comme suit:

‘§ 4. La Loterie Nationale rend publiques les conditions et les modalités des procédures visées aux paragraphes 2 et 3 sur son site internet et par tout autre moyen qu’elle juge utile’.”

Aangezien de aldus aangepaste bepaling geen delegatie van een verordenende bevoegdheid aan de Nationale Loterij meer bevat, zou het beter zijn in het tekstvoorstel van de gemachtigde van de minister het woord “visées” te vervangen door de woorden “telles que décrites”.

Artikel 7

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de regeling volgens welke het besluit in werking treedt op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, moet worden weggelaten, aangezien niet is aangetoond dat die regeling noodzakelijk is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO